

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
24 au 30 mai 2001

10 FF  
1,52 €

## Sale temps pour les pauvres...

# Le sale air de la misère

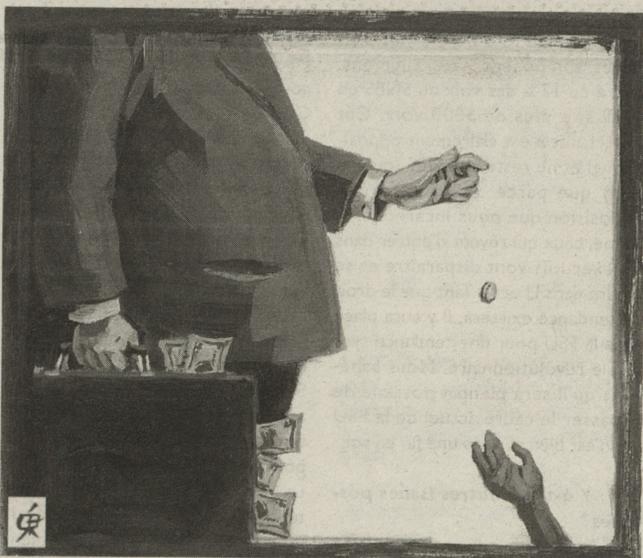
**Q**UE CETTE SOCIÉTÉ OU règne en maître absolu le capitalisme soit basée sur l'exploitation et la domination (argent et pouvoir), ce n'est un secret pour personne et certainement pas une découverte pour les libertaires. Dans le même ordre d'idée, oser prétendre qu'il y a égalité des citoyens, même formelle en droits, est une contre-vérité qui se refuse au quotidien. Pis encore, la susdite perversité fait sécréter à la société les déviants et les délinquants propres à justifier la constitution et le maintien d'un appareil répressif toujours plus efficace dans son quadrillage du champ social. Cette réalité sordide, celle qu'il ne faudrait pas voir, l'actualité sociale et sociétale de ses derniers jours se charge de nous la rappeler.

### Seuil de tolérance, le retour!

Se loger à bon marché est une dure épreuve rencontrée par nombre de familles modestes, la pénurie de logements sociaux accroissant encore davantage les difficultés. Manque aggravé par les politiques successives du logement et les spéculations immobilières. De cette offre limitée découle, de la part des organismes gestionnaires, une sélection d'autant plus sévère que les demandes excèdent très largement l'offre. Sachant qu'en plus, au nom d'une forme de mixité sociale, on veut dorénavant éviter la constitution de ghettos. Ce qui logiquement devrait se faire par la construction de logements sociaux, à Neuilly ou dans le 16<sup>e</sup> par exemple... Comme ce n'est toujours pas fait, que croyez-vous qu'il advient? Encore plus de ségrégation! Qui est touché en premier, les familles immigrées! Un rapport accablant du Geld (Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations) dénonce cette situation. Rendu public le 15 mai, ce dernier dresse un tableau effarant où l'on constate que les immigrés subissent une situation inégalitaire dans l'attribution des logements: attentes deux à trois fois plus longues; et ce pour les plus pourris. La population immigrée, qui représente 8,4 % des foyers en France, occupe 15 % des HLM, et est logée aux trois-quarts dans les tours et les barres construites avant 1975 et le plus souvent vouées à la démolition! Quant aux critères ethniques et racistes, ils sont à peine voilés: refus essuyé par une mère de famille de cinq enfants, salariée mais le quartier

demandé ne peut être attribué aux gens de couleurs! (sic) Pour avoir un logement, c'est le cas de le dire, il faut montrer patte blanche. Avis négatif pour une autre famille, au prétexte qu'il y a déjà cinq familles immigrées dans l'immeuble! Et voilà comment on rétablit une politique de quotas et qu'on institutionnalise le racisme, tout en prétendant le combattre. Les populations étrangères sont considérées comme un groupe à risques pouvant donner une image négative à un quartier, avec risque de dévalorisation! Salauds d'étrangers qui font baisser les prix! Quand on connaît l'insalubrité de certains taudis, avec entre autres joyeusetés la peinture au plomb et les conséquences irréparables

que par exemple de payer le loyer à une famille. Un logement gratuit, vous n'y pensez pas! Il faut que le pauvre paye, tout se paye dans ce monde marchand, rien n'est gratuit. S'il ne le peut pas financièrement, ce sera d'une façon ou d'une autre. Le pire, c'est que ce sale boulot se fait avec la complicité de travailleurs sociaux, qui selon ce rapport isolent les conditions de vie socio-économiques pour ne s'attacher qu'aux facteurs psychologiques. Untel est au Rmi et ça se ressent sur son moral, doit se transformer en quelque chose comme: M. X a des tendances dépressives risquant de traumatiser le psychisme fragile de ses enfants. Et la machine administrative se met en branle. Voilà



du saturnisme, on se dit qu'il y a de quoi péter un plomb, sans mauvais jeu de mot...

### La DASS, ton univers impitoyable...

À commencer par les prosols à qui on retire leurs enfants. Prolétaire, du latin prosols, descendance, ceux qui n'ont que leurs enfants. Même pas, au nom de la défense de l'enfance malheureuse, 150 000 enfants sont placés, et selon un rapport, plus de la moitié l'est pour délit de pauvreté. Pour une fois, on est d'accord avec Ségolène Royal, la dame patronnesse du gouvernement, c'est intolérable. Un comble, cette société fabrique de la pauvreté et de la précarité, ne donnant pas à des parents de quoi élever correctement leurs enfants, et elle s'émeut du sort de ces derniers. Très bien, mais plutôt que de leur donner les moyens décents pour y parvenir (salaires, allocations etc.), on leur retire les enfants. En somme, on les punit d'être pauvres. Paradoxalement, cela coûte plus cher à la collectivité (socialisation des pertes) de placer des enfants

comment un système qui exalte les valeurs familiales détruit des familles par centaines de milliers! Parce qu'une fois le placement en route, le rouleau compresseur ne s'arrête pas, un parcours du combattant épuisant, propre à décourager les plus faibles, attend les parents soucieux de récupérer leur progéniture. On a affaire à un gigantesque kidnapping d'État.

### Tout est à refaire

Ce monde inique et inhumain n'est pas réformable. Quelle que soit la sincérité ou la bonne volonté de ceux qui s'y essaieraient, le système est trop fort et sait reprendre d'une main ce qu'il a concédé de l'autre. On le voit bien, avec ses trois faits parmi tant d'autres, que l'enfer est pavé de bonnes intentions! C'est sa nature, son essence même, de fonctionner ainsi, dans la mise en concurrence des individus et des populations, afin que s'opèrent les classifications sociales, économiques et culturelles. Ce monde, il nous faudra le détruire, si nous voulons construire un autre futur.

Eric Gava. - groupe de Rouen

• L'Ecole émancipée  
• en crise

page 2

• Renouveau des luttes aux  
• Chantiers de l'Atlantique

page 3

• Manifs de Québec :  
• la répression continue

page 6

## EDITORIAL

Après un an de fonctionnement, une étude commandée par la Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques du ministère de l'Emploi (Dares) fait le point sur les 35 heures. Le bilan n'est pas vraiment fameux.

Pour beaucoup de salariés (45%), la réduction du temps de travail n'a pas changé grand chose. Si 23 % d'entre eux s'estiment satisfaits, 28 % sont mécontents. Cette grogne s'explique entre autres par les réductions de salaire qui ont accompagnées la RTT, mais aussi par de nouvelles conditions de travail qui ont plutôt tendance à se dégrader. En effet, le passage au 35 heures ne s'accompagne pas forcément d'un nombre d'embauches suffisant, et les réductions de temps de travail se sont aussi souvent faites en rognant sur les pauses et sur les trajets. Par exemple, en ne comptant plus le temps passé au vestiaire, où les déplacements sur un même site. Dans ce contexte, on peut facilement imaginer la pression sur les salariés amenés à faire le même travail en moins de temps.

Dans le même ordre d'idée, si la RTT a permis à certains de gagner des jours de congés, pour d'autres (24%), c'est le temps de travail journalier qui a été réduit. Une société d'informatique proposait ainsi à ses employés de travailler 20 minutes de moins par jour, dans un milieu où l'on ne pointe pas ses heures, et où le travail s'accomplit souvent sous forme de missions.

Bref, les 35 heures n'ont pas révolutionné le monde du travail, si ce n'est les bénéfices des patrons qui ont vu rentrer les subventions de l'État dans leur poche.

L'autre grosse face des 35 heures, c'est le temps gagné. Tout d'abord, il faut bien sûr relativiser ce temps prétendument gagné avec l'augmentation du temps de déplacement ces dernières années. Plus que du temps gagné, c'est du temps récupéré sur ce que nous perdons pour aller nous faire exploiter tous les matins. Mais malgré tout, beaucoup ont ainsi gagné des journées de libre, ce qui doit normalement leur permettre de s'occuper un peu plus d'eux. Et que découvre-t-on? Que ce n'est pas parce que, dans un couple hétérosexuel, les deux conjoints travaillent moins, que la femme est dispensée de la double journée de travail. Ainsi si les hommes comme les femmes en profitent pour passer plus de temps avec leurs enfants, notamment le mercredi, ce sont toujours les femmes qui se tapent le ménage. Sauf qu'elles peuvent le faire en semaine et pas seulement le week-end. Et les hommes, pendant ce temps? Et bien, ils bricolent et préparent le barbecue s'il fait beau. Vive la libération de la femme!

ISSN 0026-9433 - N° 1246

M 2137 - 1246 - 10,00 F



# L'École Emancipée en crise

Pierre Stambul est un militant de l'École Emancipée. Nous l'avons interrogé sur la crise qui traverse cette tendance syndicale révolutionnaire, crise qui a abouti à la présentation de deux listes concurrentes aux élections dans le SNES.

**ML:** Depuis l'été, la revue de l'École Emancipée fait état dans ses colonnes d'un débat entre deux stratégies antagonistes quant à la place et au rôle de la tendance au sein de la FSU et du SNES. À quel point la notion même de tendance est-elle mise en question?

**Pierre Stambul:** Ce débat est ancien. Au début des années 90, le courant syndical « UID » lié à la social-démocratie a cassé la FEN Face à cela, des camarades de l'EE (principalement les militants de la LCR) se sont alliés au courant « Unité et Action » issu du PC pour créer la FSU sur des bases corporatistes. Ils ont abandonné les positions de l'EE sur le syndicalisme intercatégoriel pour se rallier à la souveraineté des syndicats de catégorie. Parallèlement, est née la détestable habitude de voter systématiquement des textes communs avec U et A, alors que nos positions sur la précarité, le corps unique, l'École pour Tous, les assemblées générales souveraines ou la hiérarchie sont totalement inconciliables. Au congrès fondateur de la FSU à Mâcon, nous n'avons été qu'une quinzaine à refuser les statuts et l'orientation de la fédération. Nous avons vu avec déplaisir nos camarades entrer à la direction de la FSU et de plusieurs de ses syndicats en cautionnant l'orientation et les pratiques d'Unité et Action.

Beaucoup de camarades de l'EE, en désaccord avec cette collusion, n'ont pas adhéré à la FSU ou l'ont quittée pour SUD-Education. Ceux qui sont restés ont longtemps espéré que la tendance finirait par s'opposer clairement à la direction de la FSU qui a trahi les luttes pendant la grève de la Seine-Saint-Denis ou le mouvement social de février-mars 2000. C'est le contraire qui s'est produit: au congrès national de la FSU (janvier 2001), l'École Emancipée n'a présenté aucun texte et a systématiquement voté avec la direction. Le dernier verrou était le SNES. C'est la volonté forcenée de cama-

rades, principalement de la LCR, d'entrer dans l'exécutif du SNES qui a provoqué la rupture. Dans les conditions actuelles, diriger le SNES avec U et A est un reniement complet.

**ML:** Une démarche révolutionnaire a-t-elle finalement sa place dans le cadre du syndicalisme enseignant, surtout au vu de ce que la direction du SNES, qui navigue à coups de sondages, présente comme l'ambiance réelle de la profession?

**PS:** Il existe, dans le monde de l'Éducation, une partie du milieu, minoritaire mais significative qui développe des idées et des pratiques radicales que l'École Emancipée a vocation à regrouper. Bien sûr, la direction actuelle du SNES est représentative du corporatisme de la profession. Mais les dernières luttes et l'apparition des coordinations ont montré une grande défiance du milieu vis-à-vis des louvoisements de cette direction. Nos critiques, notre discours antilibéral et anticapitaliste, notre conception de la démocratie dans les luttes ont eu une grande audience. Notre revue est lue et appréciée bien au-delà de nos militant-e-s. La direction du SNES n'a pas les mains libres, elle a été mise en minorité, au dernier congrès national, sur sa volonté de casser le collège unique.

La difficulté, c'est de faire en sorte que les camarades qui critiquent la direction restent dans le syndicat. C'est le choix que nous avons fait. Nous refusons de théoriser l'idée de l'émiettement syndical. Nous restons dans le syndicat majoritaire tant qu'il est possible de s'y faire entendre.

**ML:** Une tendance révolutionnaire est-elle à sa place (même en dehors de l'exécutif) dans un syndicat perçu comme le syndicat « officiel »?

**PS:** Oui. Il y a pour cela une condition, c'est d'agir à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat.

À l'intérieur en montrant, dans les établissements où nous sommes majoritaires qu'on peut avoir d'autres pratiques, en menant le débat de façon inlassable dans toutes les instances délibératives, en critiquant le cadre corporatiste du discours dominant, en montrant qu'il existe une alternative possible, en proposant des analyses sur la nature de la société, de l'École, en avançant des propositions sur tous les thèmes en débat: l'École du tri social, la titularisation des précaires, la formation, les contenus des savoirs... À l'extérieur en apparaissant clairement dans les luttes, dans les coordinations, dans les mouvements sociaux, dans la solidarité avec les sans-papiers, les travailleurs licenciés...

**ML:** À l'issue de l'affrontement public qui se produit aujourd'hui à l'intérieur du SNES, le risque n'est-il pas pour l'EE « canal historique » d'avoir à choisir entre devenir une micro tendance sans écho ou alors quitter la FSU?

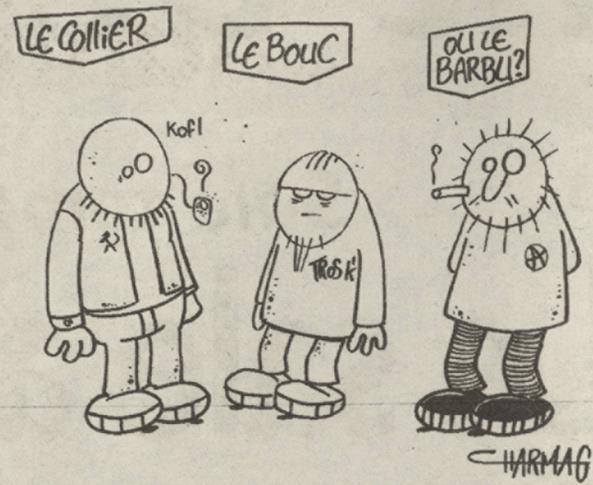
**PS:** Je réfute l'étiquette « canal historique ». Nous ne sommes pas des archaïques qui n'auraient pas compris la nouvelle « modernité », que ce soit celle du libéralisme ou de la cogestion syndicale. Les idées de l'École Emancipée sont plus que jamais d'actualité. Dans les luttes, nos conceptions des assemblées générales souveraines ou de la titularisation immédiate de tous les précaires s'imposent naturellement. L'EE a eu 17% des voix au SNES en 1999 soit plus de 5000 voix. Cet « électoral » est clairement oppositionnel et ne reste au SNES (ou à la FSU) que parce qu'il existe une opposition que nous incarnons. À terme, ceux qui rêvent d'entrer dans les exécutifs vont disparaître et se fondre dans U et A. Tant que le droit de tendance existera, il y aura place dans la FSU pour une tendance syndicale révolutionnaire. Nous espérons qu'il sera bientôt possible de dépasser le cadre actuel de la FSU qui n'est bien sûr pas une fin en soi.

**ML:** Y a-t-il d'autres issues possibles?

**PS:** Avant tout, que va devenir l'EE? Nous ne reviendrons pas sur ce qui est plus que jamais inacceptable: une tendance pilotée par un groupe « d'élus » déchargés, une dilution de notre orientation et des décisions capitales pour l'EE prises par le secrétariat enseignant de la LCR. Dans les deux camps, certains militants estiment que la fracture est définitive et en même temps, à la base, d'autres voix se font entendre et estiment que les divergences ne justifient pas une séparation définitive.

Ce qui est fondamental dans EE, c'est son orientation et ses pratiques. La question de la boutique syndicale dans laquelle on milite n'est pas fondamentale. Nous n'avons aucune

## ÉLECTION DE TENDANCES



divergence avec les camarades de l'EE qui sont à SUD, à la CNT voire dans d'autres syndicats ou nulle part. L'École Emancipée est une tendance révolutionnaire pluraliste, nous y tenons et nous la défendons. En face, certains ne sont plus intéressés par l'existence de la tendance. Ils estiment que la chute du stalinisme, la déliquescence du P.C., les rapprochements politiques contre le libéralisme ou sur les listes « 100% à gauche » justifient des rapprochements syndicaux sur d'autres bases.

**ML:** La crise dans l'EE semble un nouveau rebondissement du palpitant feuilleton de la recomposition syndicale.

**PS:** Il y a dans le syndicalisme un courant incarné par la direction de la CFDT et ses alliés qui se compromettent chaque jour un peu plus dans la collusion avec le patronat. L'idée, face à ce syndicalisme de « collaboration » de regrouper le syndicalisme de lutte est intéressante. Le problème, c'est qu'il est tout à fait abusif de qualifier le SNES ou la FSU de partisans d'un syndicalisme de lutte. Ils n'ont pas hésité ces derniers temps à signer le protocole Sapin qui pérennise la précarité ou à approuver successivement la réforme Allègre des lycées ou les propositions de Lang sur les collèges. La LCR a un projet syndical: constituer avec la FSU et le groupe des 10 un pôle dont ses militants seraient, dans les différentes directions, les chefs d'orchestre. Une fois de plus, ils sont d'accord dans ce projet avec U et A dont le seul but est de contourner la loi Perben sur la représentativité syndicale et d'être reconnu par le gouvernement comme un interlocuteur incontournable. Nous sommes pour une convergence de toutes les formes du syndicalisme de lutte mais pas pour une vague union au sommet qui maintiendrait les structures corporatistes actuelles.

**ML:** L'EE a proposé au dernier congrès de la FSU que les nouveaux statuts se réfèrent à la Charte d'Amiens. Nostalgie pour le désuet ou actualité brûlante?

**PS:** Il faut d'abord savoir que les partisans des exécutifs ont voté contre toute modification de statut. Contre la Charte d'Amiens, contre la rotation des mandats ou l'existence d'un champ de compétence fédéral qui mettrait fin à la toute puissance des syndicats de catégorie. La Charte d'Amiens lie les revendications

immédiates à la lutte contre le capitalisme. On peut quand même penser qu'une des causes de la dégénérescence du syndicalisme vient de cet oubli. La Charte proclame aussi l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis, concept que la LCR n'a jamais compris.

**ML:** Pourquoi la revendication de l'EE d'une « fédération d'industrie » n'a pas d'écho ailleurs?

**PS:** La fédération d'industrie regroupe tous les travailleurs d'un même secteur, indépendamment de leur métier, de leur catégorie, de leur place dans la hiérarchie. C'est l'idée du « Tous ensemble », c'est le refus du corporatisme et de la division. Pendant longtemps, l'identité d'Unité et Action, c'était le PC. Avec l'écroulement du modèle, une nouvelle identité s'est forgée, complètement corporatiste. Pour survivre, les dirigeants de la FSU avivent les oppositions catégorielles, premier degré contre second degré, titulaires contre précaires, enseignants contre non enseignants... Le dépassement de ces antagonismes n'a été possible que dans les périodes de lutte. Malheureusement, cette opposition radicale de conception du syndicalisme n'est plus un problème pour les partisans de l'entrée dans les exécutifs. Depuis longtemps, ils ne croient plus à la fédération d'industrie.

**ML:** Finalement, quelle est la spécificité de l'EE qui ferait qu'elle ne devrait pas se fondre dans la « gamelle de soupe » qu'on lui tend?

**PS:** Il n'y a pas de spécificité. L'École Emancipée est contre le capitalisme, le cléricisme, le militarisme, la hiérarchie, le corporatisme. Au dernier congrès national du SNES, les seuls points d'accords qu'il y a eu avec la direction du SNES ont été sur les « droits et libertés » ou la « solidarité internationale ». Et encore, il a fallu se forcer et tenir compte du fait que c'est Unité et Action qui a changé en acceptant récemment des revendications comme « la régularisation de tous les sans-papiers » ou le « démantèlement de toutes les colonies israéliennes ». Sur tous les autres sujets, nous sommes beaucoup plus qu'en désaccord. Nous avons une conception antagonique du syndicalisme. Ceux qui essaient de masquer les désaccords en allant avaler la soupe se renient. Mais ils se trompent et leur aventure est sans avenir.

propos recueillis par Vincent individuel Gard FA

le monde  
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
Fax: 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....

Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication: J. Toublet  
Service abonnement: 02 35 84 27 17  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Hebdo 1  
Diffusion N.M.P.P.

# Renouveau des luttes sociales aux Chantiers de l'Atlantique

**S**AINT-NAZAIRE CONNAIT UN renouveau industriel, avec l'essor des industries que sont les Chantiers de l'Atlantique (groupe Alstom) et l'Aérospatiale : aux Chantiers, on construit des paquebots pour le marché des croisières, tandis que l'aéro participe au programme aéronautique Airbus A380. Dans le passé, les personnels de ces entreprises furent à la pointe du mouvement ouvrier : de Fernand Pelloutier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Mai 68, le syndicalisme d'action directe a toujours trouvé une expression particulière dans cette ville (1). Les années dites de crise ébranleront les métallurgistes nazairiens.

tant par an jusqu'à 1997/1998, les Chantiers sont passés à un volume de 6 à 8 en 2000/2001 et le carnet de commandes est complet jusqu'en 2004, mais essentiellement axé sur le marché des paquebots de luxe, les chantiers asiatiques pratiquant selon les syndicats européens un fort dumping sur les autres types de navires comme les méthaniers, les porte-conteneurs et les pétroliers (2), ce qui posera un jour le problème de l'absence de diversification.

Cette performance économique des Chantiers s'est évidemment faite sur le dos des salariés : mise en place du travail en équipes, voire du week-end, réorganisation complète du site, baisse des coûts de production

de la sous-traitance peuvent causer des troubles sociaux importants, a mis en place en janvier dernier une «instance de dialogue social de site» réunissant les unions locales de syndicats, le patronat de la métallurgie de Loire-Atlantique et la direction des Chantiers. Par ces instances de «dialogue social», la direction espère obtenir la paix sociale en demandant aux syndicats de canaliser la combativité du personnel : à ce jeu, il existe des organisations demandeuses de toujours plus «d'institutions représentatives», en particulier la CFDT. Quant à la CGT, majoritaire aux Chantiers, elle doit composer avec une base qui n'a pas oublié les grandes heures de l'action directe. Elle participe aux institutions et, tout en étant critique sur les moyens donnés par la direction des Chantiers au Comité d'hygiène et sécurité (CHSCT) de site, attend beaucoup de ce CHSCT qu'elle réclamait de longue date, au nom de la prévention des accidents et du stress dus à l'intensification du travail, mais aussi pour avoir un état des effectifs travaillant réellement aux Chantiers, sur lesquels la direction a toujours été discrète et que la CGT aimerait organiser. Et la tâche est immense : les Chantiers sont tout puissants dans la région, les politiciens locaux ne se permettent pas la moindre critique, les inspecteurs du travail chargés des Chantiers sont freinés dans leurs ardeurs par leur hiérarchie (la préfecture et le ministère du Travail) et restent rarement plus de deux ans au même poste.

## Un salariat atomisé

Face à cela, les syndicats rament, ne serait-ce que pour avoir de l'information : un millier d'entreprises sous-traitantes œuvrent aux Chantiers, représentant un effectif de 8000 personnes, une quinzaine de conventions collectives et un nombre indéterminé de nationalités. Les Chantiers, ce sont actuellement environ 14000 emplois directs, dont 8000 sous-traitants et intérimaires : en entrant dans Saint-Naz, on est surpris par le nombre de vitrines d'entreprises de travail temporaire. On sait aussi qu'il y a des sous-traitants polonais, roumains, tchèques, portugais, brésiliens, etc. Beaucoup d'entre eux sont rémunérés selon les normes de leur pays d'origine, soit 3000 ou 4000 F. Un des enjeux est donc de savoir qui sont les employeurs, qui est sous-traitant de qui et de mener les actions pour faire que le code du travail soit respecté. Pour cela, la CGT a créé une Union syndicale multi-professionnelle (USM) ayant pour but d'organiser les salarié-e-s de toutes les entreprises des Chantiers et d'obtenir un statut commun à toutes et tous, quelle que soit la convention collective d'origine. Deux conflits ont été remarqués depuis le début de l'année 2001 : d'une part, les salarié-e-s de Sécurifrance, chargée de la surveillance et de la sécurité sur les Chantiers, ont

fait grève pendant cinq semaines en janvier et février, sur une série de questions comme les salaires, mais aussi à propos de conditions de travail qu'ils/elles jugeaient indignes. Avec un résultat nul pour le personnel et la dénonciation par leur employeur du contrat qui le liait aux Chantiers : début mai, la prestation était confiée à deux nouvelles sociétés de gardiennage, qui ont repris une partie du personnel de Sécurifrance, en excluant celles et ceux qui furent les plus actifs dans le mouvement de janvier.

## Des conflits exemplaires

Le second conflit a porté sur les salaires du personnel permanent des Chantiers : à l'annonce, début avril, du nouveau plan « Cap 21 » annonçant l'objectif de nouvelles réductions des coûts, de nombreux débrayages ont eu lieu, en même temps que des négociations s'ouvraient. Il faut noter la motivation des personnels nouvellement embauchés lors de ces arrêts de travail : ainsi, le 26 avril, plusieurs centaines d'ouvriers/ères ont accompagné bruyamment les responsables syndicaux lors d'une séance de négociation, au point de « surprendre les responsables syndicaux les plus aguerris par la combativité des jeunes embauchés... C'est grâce à eux que l'unité syndicale s'est faite » (4). Face à cette détermination, la direction « a dû accepter de négocier de suite et sous la contrainte », selon les termes du DRH des Chantiers. Le soir-même, le DRH faisait ses « ultimes propositions » : 2% d'aug-

mentation générale + 1% au mérite, mais 5% pour les nouveaux embauchés.

Certes, « on était encore loin du compte », mais un élément allait peser lourd dans la balance, la suppression du double statut consécutif à la loi Aubry : avec cette loi, les personnes embauchées après l'accord de réduction du temps de travail (640 rien que pour Alstom-Marine) étaient payées sur une base de 35 heures, contrairement aux métallos plus anciens, conservant leur salaire à 38h30. Un référendum organisé la semaine suivante parmi le personnel donnait 87% en faveur du protocole d'accord signé par les syndicats. Néanmoins, il restait encore parmi les votants 13% à voter non et à réclamer la poursuite du mouvement (il faut noter aussi l'abstention de 52% du personnel).

Un bilan mitigé de ces conflits : le personnel permanent marque des points et met en évidence qu'une action syndicale unitaire où la base du personnel pousse à la roue est un gage de réussite et donne envie de lutter. Pour ce qui concerne les revendications des personnels sous-traitants, il semble qu'à l'image du conflit des Sécurifrance, la direction des Chantiers se montre intransigeante, en cherchant à réduire au maximum le coût de leur travail : mais à force de presser le citron, il pourrait s'en suivre « une situation potentiellement explosive » (1).

**Hervé. - groupe FA de Nantes**

(1) *Courant Alternatif*, février 2001

(2) *Ouest-France*, 31 mars 2001

(3) *Le Monde*, 13 avril 2001

(4) *Ouest-France*, 12, 27 et 28 avril et 4 mai 2001



Pendant des années, les Chantiers de Saint-Nazaire vivent : les plans sociaux se succèdent, les départs en retraite ne sont pas compensés, les salaires stagnent, le chômage approche les 15%. Le mouvement syndical a peu de perspectives à offrir.

## Restructuration du paysage industriel

À partir de 1998, la situation économique s'améliore, avec de nombreuses commandes de paquebots de luxe. Il faut dire que le ménage a été fait avec la fermeture de nombreux chantiers navals en France et en Europe. Comme pour la sidérurgie en Lorraine, des choix politiques ont été de privilégier des sites de production contre d'autres, avec des subventions importantes aux sites élus. Pour la construction navale, le choix a été de sauvegarder Saint-Nazaire. L'octroi de subventions n'a pas empêché le patronat d'augmenter la pression sur le salariat : de 2 ou 3 navires sor-

de 30%, triplement de l'activité (3). Notons au passage que l'accord des «35 heures» a permis à la direction de revenir sur des acquis importants, tels que la prise en compte du temps de travail dès la porte des Chantiers : désormais et par la signature de la CFDT, le temps de travail démarre à l'entrée du bâtiment, parfois à 20 minutes de l'entrée des Chantiers.

## Une offre de gestion

Début avril, le PDG d'Alstom-Marine annonce être en mesure de se passer des subventions européennes et lance le plan «Cap 21 +» : poursuite de l'effort de productivité, réduction des coûts de production et des frais généraux, baisse des délais de livraison et réduction de moitié du nombre d'entreprises de sous-traitance (4). La direction des Chantiers, consciente que l'intensification du travail et la rationalisation

## Faits d'hiver Sous la robe austère de la justice

On la dit cul-serré, collet monté, constipée, coincée, raide, glaciale, psychorigide...

On la connaît grinçante, tatillonne, pinailleuse, procédurière, rancunière...

On la sait hautaine, cassante, méprisante, dure aux gueux, servile avec les puissants, copine comme cochon avec le sabre et le goupillon...

Bref, qu'elle soit debout (le parquet), assise (le siège) ou... couchée (le siège et le parquet), la justice (cette administration subalterne aux ordres du droit du plus fort) figure rarement dans le top 50 de l'humour et du sentimentalisme.

Dans ces conditions, que le tribunal de Palerme, jugeant que la « fuitina » (l'enlèvement d'une promise) n'est pas illégale « si elle est à l'origine d'une véritable histoire d'amour », déboute les parents d'une Juliette ayant été « enlevée » par un Roméo, a largement de quoi laisser perplexe.

Quant à la décision du tribunal correctionnel de Vesoul de relaxer la maîtresse d'un gendarme incinéré, poursuivie pour escroquerie par l'épouse légitime pour s'être emparée sous un faux nom de l'urne de son amant avant d'en disperser, à l'insu de la veuve, les cendres dans la forêt qui abritait leurs amours, ça laisse carrément pantois.

Ainsi donc, sous la robe austère de la justice pourrait pendouiller autre chose que la pauvre petite raideur d'un banal code pénal?

Un certain Aussaresses, menacé de perdre sa légion d'honneur pour avoir torturé et assassiné des centaines de militants anti-colonialistes, par amour de la patrie, pendant la guerre d'Algérie, ne manquera pas d'y croire.

Hélas!

Jean-Marc Raynaud

# Un pari de l'anarchisme sur lui-même

**L**A MONDIALISATION CAPITALISTE nous démontre chaque jour le caractère immédiatement planifié, hiérarchisé et coordonné des attaques que nous subissons. Nous éprouvons la construction immédiatement internationale des appareils de commandement capitalistes et inter ou supra-étatique. Le mouvement de mise en concurrence des gens, des régions, des sites et des pays imposé par le capitalisme néo-libéral appelle la construction concrète et immédiate de résistances solidaires et de stratégies communes.

L'action de la bourgeoisie et des appareils étatiques destinée à vider de tout contenu effectif les libertés et les espaces démocratiques, les politiques de « tolérance zéro » contre les contestations et les résistances, la guerre sociale de basse intensité imperturbablement poursuivie par les dominants, la volonté de criminaliser toute construction de contre-pouvoir et mouvement d'action directe, autonome, tout

cela aussi doit nous inciter à rassembler nos forces, nos ressources et nos savoirs. Il faut le dire, la construction d'une internationale des gauches rebelles, sociales, politiques, culturelles, alternatives est à l'ordre du jour. En particulier, avec urgence et possibilité, dans son aire européenne.

## Aspiration à la solidarité

Notre démarche doit être claire dans son objectif: construire l'internationale des gauches rebelles dans une dynamique de mouvement, de convergences, de coordinations, de réseaux, d'alliances et d'unités à divers niveaux, sur différents objets, sur tel ou tel point tactique sur tel ou tel noyau stratégique ou encore sur des accords plus profonds, plus fondamentaux. Fédérations des luttes et des résistances, coordination des collectifs, convergences sur des objectifs ou des actions, unités plus restreintes et profondes ou coali-

tions plus larges et limitées, tout doit être entrepris chaque fois que la possibilité se manifeste et besoin s'en fait sentir.

D'énormes forces sociales font face à une domination capitaliste qui ne vise pas seulement l'accroissement de l'exploitation mais la mise en place d'une organisation totalitaire de soumission et d'allégeance à l'ordre du monde. Elles contestent la dictature de l'économie et l'ordre étatique dans une dynamique où les aspirations démocratiques sont qualifiées et structurées par une tension anti-autoritaire. Le devenir à la fois bureaucratique et répressif du social-libéralisme accentue encore cette volonté de démocratie radicale, cette tension anti-autoritaire, ce positionnement anti-bureaucratique. La crise de la représentation politique dans les oligarchies libérales – sont ainsi qualifiées les démocraties délégatives et limitées par la domination capitaliste et étatique sur les majorités sociales – exprime aussi cette critique. L'exi-

gence du partage des richesses, répondant aux besoins sociaux et fortement ressentie en termes de justice et de légitimité, ancre l'aspiration à la solidarité, à la liberté et à l'égalité face à un système qui divise, méprise et fracasse les êtres humains en détruisant la nature.

## Fédérer les luttes

Tous ces éléments constituent un terrain de construction immédiat d'un mouvement social multipolaire, d'une fédération des résistances et des luttes ouvert sur les thèmes et les sensibilités de la gauche libertaire.

Nous ne prétendons certes pas détenir la ligne unique ou la vérité scientifique des luttes d'émancipation mais notre choix, expérience historique faite, avec ses énormes limites, ses errements, ses évidentes carences, ses parties mortes ou stériles, son nécessaire aggrégation, notre choix libertaire nous apparaît comme le meilleur. Nous le proposons comme tel et le faisons vivre, dans le respect des gens et des luttes, sans contrainte sur les mouvements mais sans relativisme. Quelles que soient nos limites, il est indiscutable que sans une tension libertaire très forte dans les luttes et les processus d'organisation, donc sans organisations libertaires fortes, la bureaucratisation, la délégation, les contraintes de la gouvernabilité et de la gestion institutionnelle limitent, étouffent et tuent le mouvement social.

L'internationale des gauches rebelles qu'il faut créer aussi vite que possible est précisément définie par l'effort d'organisation de cette tension en chacun de ces points et la possibilité de fédérer cette richesse de positions antagonistes. Dans ce travail, les organisations spécifiques, les collectifs, les indivi-

us d'ores et déjà en position de cohérence libertaire, de culture politique et théorique libertaire, ont une responsabilité décisive. C'est pourquoi ces forces et ces gens doivent définir et mener leurs propres coopérations, leurs propres par-tages.

## De nouveaux possibles s'ouvrent

Tout ce qui se réclame de l'anarchisme social, émancipateur contre toutes les oppressions, de genre, de classe, de peuple, de race ou d'origine, ou de choix existentiel, doit converger, multiplier les rencontres et les œuvres communes, susciter les alliages. Il ne s'agit pas de revenir à la vieille synthèse anarchiste chère à Sébastien Faure, sans colonne vertébrale, sans signe distinctif, captive d'un relativisme quasi absolu, mais de multiplier les laboratoires politiques, les expériences communes, les passerelles, les bilans de nos différents parcours, les leçons de nos rencontres. C'est dans ce foisonnement de vie que nous pouvons construire une politique de libération.

Il ne s'agit pas d'être idéalistes, ni de prétendre ignorer que nous avons une histoire lourde, amère, souvent stérile et intolérante, dans toutes les familles de l'aire libertaire. S'il est possible de reprendre aujourd'hui un tel pari, c'est que l'histoire accumulée, le présent, les luttes, la crise de ce qu'est la gauche dans la société, l'anti-capitalisme, la contestation du système sont traversés de mouvements profonds, c'est que de nouveaux possibles, à l'évidence s'ouvrent, et que ce sont les plus audacieuses et audacieux, les plus généreuses et généreux qui ont une chance de les interpréter et de les saisir.

Aristides

## L'unité d'un mouvement occulte l'unité de la personne

« En même temps que la révolution sociale et économique indispensable, nous attendons une révolution de la conscience qui nous permettra de guérir la vie » (A. Artaud)

**L**E DÉBAT SUR L'UNITÉ DU MOUVEMENT LIBERTAIRE amène plusieurs questions. À s'interroger sur la forme, on oublie le fond, le contenu. C'est le rôle de la Fédération anarchiste de fédérer les individus ou les groupes, préconisait Malatesta. Parler d'unité du mouvement revient à faire le constat d'un échec. Des anarchistes ont dû exister ailleurs, ne trouvant pas leur place à la FA. Est-ce un problème de fonctionnement, un choix idéologique? La question est la même pour *Le Monde libertaire*. Pourquoi publier certains textes et pas d'autres? Les articles finissent par tous se ressembler, comme un discours obligé. Le militant s'adresse au militant dans un jargon militant. Peut-être est-ce aussi bien que d'autres formes d'anarchisme existent ailleurs.

L'unité du mouvement anarchiste est un contresens ou un faux débat. De par sa nature, l'anarchie est multiforme, comme la vie, avec ses divergences voire ses contradictions. Pourquoi serait-on toujours d'accord? Éviter l'organisation comme fin en soi, but et non plus moyen, et ne croyons pas maîtriser toute l'histoire. Tout savoir a ses limites. Laisser parfois le sable couler entre les doigts. De ne pas tout saisir naît la liberté où chacun peut vivre sa vie. Et accepter la spontanéité des révoltes libertaires, de la commune insurrectionnelle de 1793, de la Commune de Paris de 1871, de Kronstadt et de l'Ukraine de la révolution russe, de l'Espagne de 1936, de Mai 68.

### « Égalité n'est pas uniformité »

C'est la question de l'individu qui est finalement éludée, ce qui est un paradoxe pour des anarchistes. On ne parle plus que de collectif et de social, comme si on n'existait que là. Certes, on ne fait pas la révolution tout seul et le nihilisme aboutit à une impasse. Bien sûr, la justice sociale est nécessaire. Mais égalité n'est pas uniformité, comme le disait Bakounine, elle est égalité de droit d'être différent, d'être ce qu'on est, dans les faits et d'en avoir les moyens. Le but est le libre épanouissement de la personnalité de chacun, oserai-je citer le banni Stirner. Ce qui ne s'oppose pas à l'entraide librement consentie de Kropotkine. Ce sont deux aspects complémentaires de l'être humain.

Dans la libre association des individus entre eux, la « société » peut offrir à chacun de vivre sa propre vie, sa propre vérité, dans le respect de la liberté d'autrui pour rappeler Proudhon. Rien n'empêche alors de construire des choses ensemble, ni de faire la critique nécessaire de la société.

La réflexion, les explications, les analyses objectives sont évidemment utiles. Mais elles se heurtent bien souvent à une incompréhension, à une adhésion irrationnelle à un système,

économique, politique, religieux, philosophique, scientifique ou autre. Il y a peut-être à s'interroger sur les racines inconscientes de cette société, issue de fantasmes qu'elle contribue à façonner en retour. L'homme met une part de mythe dans l'histoire. La révolution doit parler au cœur autant qu'à la raison, et s'adresser à chacun et à tous. Nous n'avons pas renoncé à avoir un cœur disait Louise Michel.

Il est erroné de croire que le capitalisme a inventé l'individu, et c'est l'erreur de Stirner de confondre individu et égoïste. La phylogénèse, évolution des espèces, a donné l'ontogénèse, évolution d'une espèce, les hominidés, avec l'augmentation du volume cérébral entre autres modifications. Avec l'homo sapiens, cela devient l'épigénèse, évolution non plus quantitative mais qualitative des fonctions cérébrales. C'est l'évolution de l'individu par sa capacité d'acquiescer et de transmettre des connaissances, spécifiques à l'être humain. Celui-ci est fait de nature et de culture.

C'est un individu doué de sociabilité. De multiples formes de société reconnaissent l'existence individuelle, notamment par la filiation, à travers la succession des générations qui initie au savoir de sa propre mort à venir.

### Unité et continuité de soi

L'unité et la totalité sont à trouver dans la personne. Si le changement de société est nécessaire, il ne faut pas toujours chercher à l'extérieur de soi une solution qui est parfois personnelle, chacun à sa manière. La société est cette matrice sociale qui remplace la mère pour permettre à l'enfant de se trouver. À la cohésion du groupe succède la cohérence de l'individu. Il lui appartient de découvrir son identité, ce sentiment d'unité et de continuité de soi dans l'espace qu'est le corps et dans le temps qu'est son histoire.

De la longue prématuration de l'être humain, quinze-seize ans pour la maturation des processus psychiques, intellectuels et physiologiques, naît une béance entre imaginaire et réel, à l'origine de la dualité humaine entre esprit et corps, raison et affect, avec pour lien le langage symbolique. Chacun doit expérimenter sa propre unité. Ce qui suppose le savoir à la mort, spécifique à l'être humain, à l'origine d'angoisse; de sentiment d'absurdité de la vie comme le soulignait Camus; savoir à la mort qui peut raviver des angoisses précoces du nourrisson, angoisse de manque, voire de perte de lui-même. La pratique du pouvoir est une tentative d'annuler ce savoir à la mort. C'est dans le plaisir de vivre, source d'un sentiment d'amour comme l'a analysé Freud, que chacun renoue avec le réel et fonde son identité, son unité.

L'anarchie est cette articulation entre individu et sociabilité, et non société, sans modèle établi, où l'on existe avec l'autre.

« Elle est à vivre, la vie » (A. Artaud).

Jeannot. – FA individuel (Paris)

## crises de foi

### La religion, c'est fou, non ?

Au Japon, une illuminée de 51 ans qui se prends pour le Christ est ressuscitée au bout de trois jours... Elle s'était enterrée vivante de son plein gré et n'est ressortie que 76 heures plus tard. Elle a confié à la foule qu'elle s'était sacrifiée pour « la paix du monde et pour la santé de l'humanité ». Je ne pense pas qu'en s'enterrant on puisse amener la paix sur la terre. Par contre, on devient célèbre. La preuve en est que, depuis son sacrifice, des centaines de pèlerins du Gange (Inde) se sont pressés pour toucher celle qu'ils appelaient la Yogamata (mère du Yoga). La bousculade a fait trois blessés graves. Voilà le premier miracle, réel celui-là... En tous cas, une nouvelle secte crypto-chrétienne et hindouiste est née.

Dans le même genre, un prédicateur catholique de la République démocratique du Congo voulait démontrer à ses fidèles qu'à l'instar du Christ, encore lui, il pouvait marcher sur l'eau. Après des chants et des danses de la foule, il s'est avancé dans le fleuve Congo. Au cinquième pas, il a été emporté par un tourbillon. L'assistance a interprété ses signes de détresse comme des gestes de bénédiction. Il est mort noyé. Il ne s'agit pas là de quelques cas isolés comme voudrait le faire croire les hauts responsables des religions, il y a chaque mois des nouvelles de ce genre. Enfin certains de ces illuminés se réclament du Christ, ils sont donc chrétiens, même s'ils fondent leurs propres mouvements. Preuve que la barrière entre secte et religion est très mince voire inexistante et que le mysticisme et la superstition sont bien des fonds de commerce des religions dites officielles. L'eau bénite et les « miracles » de Lourdes sont là pour nous le rappeler. N'oublions pas que, pour qu'une religion soit appréciée de la masse, il faut nécessairement qu'elle garde quelque chose du goût de la superstition.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

■ **Intifada.** Depuis le mois de septembre, les affrontements israélo-palestiniens ont fait 442 morts côté palestinien, 79 côté israélien. No comment.

■ **Notre ami le roi II** (le retour). 36 militant-e-s de l'association marocaine des droits de l'homme (AMDH) ont été condamné-e-s à Rabat (Maroc) à 3 mois de prison ferme. Leur crime? Avoir manifesté le 9 décembre dernier pour célébrer l'anniversaire de la proclamation de la déclaration universelle des droits de l'homme.

■ **Le Bundesrat (Sénat) a adopté une réforme du régime des retraites en Allemagne.** Les prestations du régime général par répartition (système public) vont être progressivement diminuées et la retraite par capitalisation (système privé) encouragée. D'après le patron de la Dresdner Bank, ceci devrait provoquer sur 10 ans une augmentation de 300 milliards d'euros des actifs des fonds de pensions privés. C'est ce qu'on appelle un cadeau royal (fait par un gouvernement de gauche) au patronat.

■ **Henri Emmanuelli et Jean Le Garrec, PS, vont déposer une proposition de loi pour faire financer les syndicats par les entreprises et l'Etat...** ce qui, n'en doutons pas, va profondément améliorer l'indépendance des confédérations ouvrières vis-à-vis du patronat et du gouvernement.

■ **Un employé du Mac Donald** d'Albi, qui avait été viré pour avoir donné ses bons-repas à une mendicante, a obtenu gain de cause devant les Prud'hommes. Le tribunal a considéré que le licenciement était sans cause réelle et lui a accordé (seulement) 6000 F de dommages et intérêts.

■ **Logement et discrimination.** Selon une enquête, 11% des ménages peuvent être considérés en France comme étant très mal logés. Parmi les ménages originaires d'Algérie, Turquie, Maroc et Afrique noire, cette proportion est quatre fois supérieures.

■ **Les places sont bonnes.** À l'Assemblée nationale, il y a 577 députés, qui touchent, tout compris, 118000 F par mois. Ils ne paient pas leurs envois postaux, ni la SNCF. Ils ont des billets gratuits sur Air France, bénéficient de ristournes substantielles sur leur facture téléphoniques, de prêts immobiliers à des taux dérisoires. Ils ne sont imposés que sur la moitié de leur traitement et question retraite, qu'ils peuvent prendre à partir de 55 ans, ils touchent 9000 F par mois s'ils n'ont eu qu'un seul mandat, 28 000 F pour trois mandats, 35000 F pour quatre mandats...

■ **Hacking is good for we.** Mercredi 16 mai, le site de l'émission **Loft Story** a enregistré sa sixième attaque informatique.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Les ONG demandent que le Fond Global reponde aux besoins des pays pauvres, et non pas aux intérêts de l'industrie

LES ONG RÉUNIES AUJOURD'HUI à Genève à l'occasion de la 54<sup>e</sup> Assemblée Mondiale de la Santé ont réagi avec intérêt à la première déclaration du directeur général sur le Fonds global destinée à fournir traitements, soins et prévention pour les maladies associées à la pauvreté.

Bien que les ONG se félicitent de l'annonce du directeur général selon laquelle la société civile prendra part à la structure de gestion du Fonds, des questions restent néanmoins en suspens sur le rôle spécifique de l'OMS dans la création et la gestion de ce fonds. « Le directeur général doit expliciter le rôle de l'Organisation mondiale de la santé dans la gestion de ce fonds et se prononcer sur la manière dont elle s'y engagera dans les mois à venir, durant lesquels d'importantes décisions seront prises », a indiqué Zafar Mirza, de *Health Action International*.

Kofi Annan, le secrétaire général des Nations Unies, a appelé à la création d'un énorme fonds de santé, avec un engagement annuel de 7 à 10 milliards de dollars par an, à l'occasion d'une rencontre au Nigeria le mois dernier. Cependant, la première contribution à ce fonds a été un don des États-Unis de 200 millions de dollars. « La décision de l'administration Bush de faire un don si faible menace d'ores et déjà l'existence de ce fonds », a dit Asia Russell, de la *Health Gap Coalition*.

Judi, le secrétaire général se rendra à Genève pour s'adresser à l'Assemblée au sujet de ce fonds. Les ONG l'appellent à promouvoir de la façon la plus ferme les principes de transparence, d'implication de la société civile, de mécanismes

opérationnels, et de mobiliser des ressources suffisantes pour le fonds. « Les millions de personnes qui meurent de maladies traitables ne peuvent pas se permettre qu'il échoue. » a indiqué Gaëlle Krikorian, d'Act Up-Paris.

HAI, Oxfam, ACT UP et la *Health Gap Coalition* appellent Kofi Annan et *Gro Harlem Bruntland* à élaborer des principes de fonctionnement de ce fonds multilatéral qui répondent aux besoins des personnes vulnérables ou

infectées. Dans le temps imparti jusqu'à l'assemblée générale de la session spéciale des Nations Unies sur le sida, le 25 juin prochain, les bailleurs devront avoir contribué de façon substantielle au fonds, et proche de l'objectif de 10 milliards de dollars. Les ONG appellent également l'OMS à porter cette discussion devant la session du *TRIPS council* qui aura lieu le mois prochain.

HAI, the *Health Gap Coalition*, Act Up-Paris et *Oxfam UK* demandent un

fonds base sur les principes suivants :

1. Représentation des consommateurs et non pas de l'industrie. La voix des personnes vivant avec le VIH/sida, comme celle des autres consommateurs, doit déterminer les priorités du fonds. La représentation de l'industrie pharmaceutique comme d'autres intérêts commerciaux dans les processus de gestion ou de consultation doit être exclue. Le fonds doit fonctionner avec transparence à tous les niveaux.

2. L'argent de l'accès aux traitements doit être optimisé par le biais de mécanismes d'économie d'échelle, et l'inclusion de médicaments génériques. Un système d'achats groupés, basé sur un procédé d'appel d'offre incluant les producteurs de génériques, doit être utilisé pour atteindre les meilleurs prix possibles « indépendamment de la situation au regard des brevets » pour des soins essentiels à la survie.

3. Les pays les plus riches doivent contribuer au fonds à hauteur de milliards, et non pas de millions! Afin que le Fond atteigne son but: fournir traitements, soins et prévention pour les personnes des pays pauvres confrontées au sida, à la tuberculose, à la malaria et aux autres maladies liées à la pauvreté, les pays industrialisés doivent, des maintenant et sur le long terme, apporter des ressources substantielles.

4. Renforcement des systèmes de santé existants. Le fonds doit soutenir des programmes offrant un accès global aux services de santé, et qui devraient fonctionner avec un cadre national d'accès aux soins équitables.

Act Up-Paris, HAI, the *Health Gap Coalition*, *Oxfam-UK*



CGT d'Espagne: un congrès en forme de bilan d'étape

LE RÉCENT CONGRÈS DE LA CGT D'ESPAGNE, qui s'est tenu du 5 au 8 avril, à Valladolid, en Vieille Castille, marque clairement un bilan d'étape pour l'ensemble du mouvement anarchosindicaliste et libertaire d'outre-Pyrénées.

La CGT est issue des groupes de militants et des syndicats de la CNT d'Espagne qui refusèrent de se laisser marginaliser et expulser des entreprises au nom d'un discours en dehors du temps. Peu à peu, les quelques milliers du commencement ont su grossir, s'implanter, éditer une presse et inventer un discours plus modernes, plus adaptés aux mœurs d'aujourd'hui, élaborer un mode opératoire pour les luttes revendicatives de maintenant, se faire connaître et comprendre de l'opinion publique.

Il a fallu aussi à la CGTE se faire reconnaître comme anarchosindicalistes tant parmi les travailleurs espagnols que dans le mouvement libertaire international - ce qui ne fut guère aisé, tant le discours supposé radical hypnotise les esprits. Luttés après luttés, congrès après congrès, l'existence de la nouvelle centrale anarchosindicaliste se confirma, en Espagne, en Europe, dans le monde.

Un scrutin de confirmation anarchosindicaliste

La syndicalisation d'adhérents venant d'autres syndicats, parfois en grand nombre, ou de travailleurs sans passé politique ou syndical - comme récemment en Catalogne où environ 1500 immigrés ont adhéré à la CGTE - interrogeait depuis quelques années nombre d'observateurs sur le maintien du caractère de l'organisa-

tion. Deux votes du congrès ont répondu, pour le temps présent, à cette question. Un premier vote n'accepta pas l'hypothèse d'une pratique municipale à développer, position qui aurait incliné la CGTE vers une sorte de travaillisme. Un second repoussa qu'on modifie les statuts afin de permettre l'adhésion du personnel pénitentiaire, des gardiens de prison, et des vigiles privés. Ce dernier scrutin, acquis par 374 voix contre 120 et 44 abstentions, confirmait clairement d'identité anarchosindicaliste, libertaire, de l'organisation, par un peu plus des deux tiers des voix. À cette occasion, s'est compté un secteur syndical qui remet en question un des objectifs historiques de l'anarchisme, à savoir la disparition du système carcéral; un camarade qui connaît bien le mouvement m'a d'ailleurs confirmé que ce secteur est proche de la gauche syndicale et préfère s'appeler syndicaliste révolutionnaire. Doit-on voir dans cet événement le commencement de la récréation des mêmes sensibilités qui s'exprimaient dans la CNT historique d'avant 1939?

Gagner en force

On peut dire qu'en ce commencement du nouveau siècle, avec les conclusions de ce congrès, l'étape de constitution et de consolidation se termine: l'organisation existe dans tout l'État espagnol, touche beaucoup de secteurs industriels, et non des moindres, comme les chemins de fer ou le secteur automobile; le secteur public, telles les postes, les télécom, l'enseignement, l'administration communale et municipale; le tertiaire enfin, avec les banques et l'informatique... Un cahier revendicatif national a été popularisé qui, entre autres, condamne catégoriquement les

entreprises de travail temporaires et les tentatives de privatisation du secteur public, exige la réduction du temps de travail à trente-cinq heures avec embauches correspondantes et avec maintien du salaire. La CGT enfin, par sa participation active aux diverses initiatives du mouvement social un peu partout sur le continent, a su se constituer une image positive...

Une nouvelle étape s'ouvre maintenant pour la CGTE, celle où elle devra tenter de répondre aux vraies questions de la période historique, celles qu'on doit se poser lorsque l'organisation syndicale révolutionnaire atteint une certaine importance: comment étendre la syndicalisation à tous les secteurs du salariat, en particulier comment organiser les précaires? Comment mettre en mouvement un nombre suffisant de travailleurs pour peser contre le patronat et l'État? Comment minoriser les organisations réformistes et de collaboration? Ce sont les questions que tous les libertaires et tous les syndicalistes révolutionnaires se posent aujourd'hui? Mais seule la CGTE peut commencer à formuler de réelles réponses, des réponses d'action et d'organisation, parce qu'elle atteint aujourd'hui une certaine surface.

José Maria Olaizola et l'équipe qui animaient l'organisation depuis plus d'une décennie, période durant laquelle la CGTE s'est transformée d'un gros groupuscule en la troisième centrale d'Espagne, ont décidé de ne pas solliciter un nouveau mandat. Qu'ils soient remerciés pour leur travail.

Une nouveau secrétariat, avec Eladio Villanueva comme secrétaire général, a été élu; de dures tâches l'attendent. Souhaitons-lui le meilleur résultat possible.

J. Toublet

## Mobilisation internationale du 22 au 24 mai Contre la répression au Québec

**D**URANT LES MOIS DE préparation et de mobilisation en vue du Sommet des Amériques, les groupes organisant la résistance ont été victime d'intimidation sérieuse de la part des autorités, dans le cadre d'une guerre de basse intensité menée contre le mouvement. La répression politique sévit même dans un pays comme le Canada, qui ne cesse pourtant de vanter sa démocratie. Les groupes ont tous été infiltrés par des agents doubles. Des agents du SCRS - Service Canadien de Renseignement et de Sécurité - ont effectué des visites chez les militants, afin de les intimider. Des gens ont été suivis par des patrouilles en civil. Le gouvernement a réellement tenté de créer un climat de peur, forte répression psychologique. Tout ceci aurait pour effet de décourager l'organisation de manifestations contre le Sommet. Le tout étant accompagné d'une campagne de terreur dans les grands médias sur les effectifs policiers, les mesures de sécurité déployées pendant le Sommet, ainsi que sur la violence des manifestants, afin de faire peur à la population et limiter le nombre de citoyens qui se rendraient à Québec. Certains manifestants furent même ciblés directement pour être utilisés

en tant que justification de la militarisation de la ville de Québec. Ce fut notamment le cas du groupe Germinal. Ce groupe fut infiltré pendant plus de 6 mois, dans une opération où les policiers ont aidés, soutenus et encouragés l'organisation d'une action contre le périmètre de sécurité. Leur arrestation, très largement publicisée, a servi d'outil politique quelques jours avant le sommet, visant ainsi à faire circuler l'image de dangereux manifestants et justifier la répression à venir.

### Violations des droits humains

Par ailleurs, pendant le Sommet des Amériques, de nombreuses violations des droits humains ont eût lieu, dont la violation de la liberté d'expression et celle de manifestation; tout ceci au travers d'une forme de répression mettant en danger la vie de nombreux citoyens de la ville de Québec ainsi que celle de tous les manifestants présents. La police a utilisé une quantité incroyable de gaz lacrymogène (plus de 3000 cartouches en 2 jours) et a tiré des balles de plastique de façon systématique alors que l'utilisation de celles-ci devait être limitée aux cas de menace grave à la sécurité des policiers ou du public. Alors que les

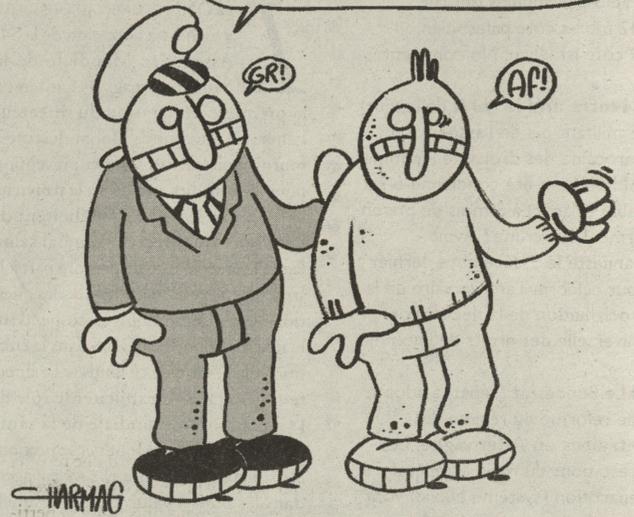
balles de plastique sont interdites en Europe parce qu'elles peuvent causer la mort, la SQ et la GRC en ont tiré environ 800 en 2 jours selon les chiffres officiels. De plus, les gaz lacrymogènes étaient souvent tirés à bout portant alors qu'ils doivent être lancés dans les airs. Les balles de plastique furent souvent dirigées au visage, alors qu'elles doivent être tirées uniquement en bas de la ceinture. Ceci a causé la perte de la voix à un manifestant atteint par une balle à la trachée, et la perte partielle de la vue à un citoyen de Québec atteint à un oeil.

### Traités comme des chiens

Au total, 463 personnes furent arrêtées et de nombreux droits fondamentaux n'ont pas été respectés. Les gens ont été promenés dans des autobus menottés et entassés comme des animaux, pendant 8 heures de temps, avant d'être finalement emmenés à la prison d'Orsainville. À la prison, on a décontaminé les manifestants en les couchant nus par terre, tous ensemble dans une pièce, et on les a arrosé d'eau glacée, pour ensuite les entasser 5 par cellule où il n'y avait que 2 lits, alors que la prison pouvait accueillir 600 manifestants sans problème. Par ailleurs, alors que la loi prévoit le droit de contacter un avocat dans l'heure qui suit l'arrestation, la majorité des arrêtés ont dû attendre de 24 à 48 heures avant d'avoir droit à cet appel, sans compter que plusieurs ont été mis en isolement. La majorité des arrêtés ont été relâchés après 2 jours, moyennant des cautions variant de 150 à 500 dollars. Mais il fallait trouver des boucs émissaires, pour justifier l'arsenal policier et les 100 millions de dollars dépensés pour la sécurité des 34 chefs d'État. Ainsi, 6 manifestants, dont Jaggi Singh de la CLAC et 5 personnes membres du groupe Germinal, se sont vu refuser leur remise en liberté sous caution. Il est d'autant plus inquiétant qu'il est difficile d'évaluer le nombre de personnes encore emprisonnées, puisque de nouvelles informations viennent de

### L'ERREUR DES ANTI-MONDIALISATION

C'EST DE CROIRE QU'AU QUÉBEC IL N'Y A QUE DES CHANTEURS DE COMÉDIE MUSICALE!



nous parvenir, à l'effet que 4 autres manifestants seraient toujours détenus à Orsainville en plus des 5 membres de Germinal. Par conséquent, il est possible que de nouveaux noms continuent à surgir, augmentant toujours le nombre de prisonniers politiques à Orsainville. En solidarité avec toutes les victimes de la répression politique du système d'exploitation capitaliste qui cherche à faire taire le mouvement de résistance, la C.L.A.C. et la C.A.S.A. lancent un appel à trois journées d'actions internationales,

du 22 ou 24 mai. Ces dates marquent le début des enquêtes préliminaires des arrêtés du Sommet des Amériques. Nous exigeons l'annulation de toutes les charges et accusations, ainsi que la libération immédiate des membres de Germinal, sans oublier tous les autres prisonniers politiques du monde.

**C.L.A.C. - la Convergence des Luttes Au Capitalisme, Montréal.**  
Clac@tao.ca, 514-409-2049  
**C.A.S.A. - le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques, Québec.**  
La\_casa2001@hotmail.com

## Soutien aux déserteurs d'Angola

Depuis 1961, l'Angola est la proie de la folie des militaires. Les espoirs ouverts par les accords de paix de Bicesse (Portugal) en 1991 se sont évanouis avec la « Toussaint rouge » de 1992. La population civile est massivement victime des mines et des massacres des troupes en uniforme régulier ou non. Le gouvernement angolais mène une des guerres les plus meurtrières du monde, d'après l'ONU, qui pourtant a opté pour le clan au pouvoir à Luanda.

La communauté internationale n'a toujours pas retenu les leçons de l'histoire sur les dérives des gens en armes. Au lieu d'ordonner l'embargo total sur les armes, elle continue à approvisionner tous les belligérants.

Armes et munitions sont troquées contre pétrole (production de 800 000 barils/jour) ou diamants (estimés à 3,5 milliards de F/an). Les scandales Elf, l'inculpation de Jean-Christophe Mitterrand, la mise en examen de Charles Pasqua, apportent chaque jour des preuves supplémentaires de l'utilisation des services secrets au profit d'intérêts économiques particuliers.

Avec l'Internationale des résistants à la guerre nous appelons l'attention sur le sort réservé aux déserteurs tant de la guérilla de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, créée en 1966 par Jonas Savimbi, ravitaillé par l'Ukraine, la Russie, la Bulgarie...), de celle des Fronts de libération de l'enclave de Cabinda, que de l'armée du MPLA de José Eduardo Dos Santos (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, soutenu successivement par Cuba, l'Afrique du Sud, puis les États-Unis, le Brésil, la Russie, la France, le Portugal).

Les guerriers de tous bords rencontrent des difficultés croissantes à recruter leurs troupes. L'objection de conscience affaiblit le rôle des belligérants. Sans soldats volontaires et dociles, il n'y a plus de guerre. C'est pourquoi notre solidarité est nécessaire pour les exécutés, emprisonnés, torturés, exilés, pour tous ceux qui refusent le port des armes, et que leur droit à l'asile politique soit reconnu.

Nous appelons le gouvernement d'Angola, aussi bien que l'UNITA et les FLEC à cesser le feu immédiatement, à mettre fin au recrutement obligatoire, d'arrêter de persécuter ceux qui refusent de tuer, de garantir le droit à l'objection de conscience, seule voie pour la survie d'une population martyrisée en toute impunité par des militaires et des guérilleros.

**Collectif Île de France pour objecter à « l'esprit de défense »**  
c/o Forum, BP 76, 75921 Paris cedex 19  
coedidf@hotmail.com

Relations internationales FA

## Greenpeace Espagne n'aime pas les anarchosyndicalistes

Pour le simple fait d'avoir présenté à la direction exécutive de Greenpeace Espagne la formation d'une section syndicale de la CNT, le nouveau directeur exécutif, Juan Lopez de Uralde a décidé de déplacer des salariés d'un service ou d'une fonction à l'autre. Ricardo Aguilar, élu et délégué syndical de la CNT, et Paloma Larena, elle aussi de la CNT se sont vu retirés leurs responsabilités au sein de Greenpeace où ils n'auront plus le rôle de représentativité qu'ils détenaient dans l'équipe de direction de la branche espagnole de cette organisation. Les travailleurs de cette organisation de réputation internationale avaient fait connaître de façon publique leur mécontentement et les conditions frauduleuses de la nomination du nouveau directeur exécutif. La nouvelle direction a décidé de répondre aux critiques des syndicalistes en leurs retirant leurs responsabilités. Il leur a été interdit de discuter avec la presse.

Relations Internationales de la FA

Source CNT-AIT Espagne

## Répression à Davos

**C**OMME CHAQUE ANNÉE DEPUIS 30 ANS S'EST TENU à Davos (suisse) le *World economic forum*. Il s'agit de la réunion d'une fondation de droit privé qui regroupe les 1000 premières multinationales ainsi que des politiques, des experts économiques, des « leaders des médias ».

Une fois de plus, les chefs de la planète se sont réunis pour se partager le monde et en décider l'avenir. Une manif et des actions contre le WEF étaient appelées par le collectif WOW (Wipe Out WEF). Elles eurent lieu... sous couvre-feu militaire! Se déplacer, manifester, informer devinrent potentiellement des délits. Des centaines de militants furent refoulés aux frontières. Une « liste noire » de 300 militants avait été établie par les autorités suisses en partenariat avec les polices d'autres pays (suite aux manif de Seattle, Prague, Melbourne...). Ces personnes fichées furent refoulées avec une interdiction du territoire jusqu'à la fin du mois.

Après dissolution de la manif contre le WEF, la police fit 120 arrestations. Certains furent arrêtés arbitrairement dans un tramway à plusieurs kilomètres de la manif puis placés en prison (sans aucune preuve de notre « culpabilité »!) avec

50 autres étrangers, et ce pendant deux jours et demi. Nous pûmes donc goûter aux plaisirs de la détention: humiliation, isolement, interdiction de téléphoner aux avocats ou aux familles, une personne se fit tabasser par les matons... Nous fumes ensuite expulsés avec 2 ans d'interdiction du territoire suisse, sous la gravissime accusation d'avoir participé à une manifestation non autorisée!

Nous avons déposé un recours contre cette décision administrative car cette répression systématique est inacceptable (d'autant plus qu'elle est arbitraire), elle permet le fichage des militants quasiment comme des terroristes. Un autre recours a été déposé contre une interdiction d'entrée en suisse pour une personne arrêtée tout aussi arbitrairement à Prague et donc fichée au niveau international! L'aide juridique a pour l'instant été refusée par la suisse, nous demandons donc votre soutien (urgent!) pour couvrir les frais de justice (près de 15000 Fau total).

Chèques à l'ordre de: FRA-K collectif anti répression.  
adresse: Pole Européen DU BP 52  
470 av de la bibliothèque  
38400 Saint Martin d'Hères

LECTURE

## La Lune seule le sait

Louise Michel sur la lune ? Une Europe sous la coupe d'un Louis Napoléon allié à des extraterrestres Ishkiss ? Le voyage d'un Jules Verne vers la lune pour y porter la révolte et faire que peut-être... Qu'est-ce que c'est qu'ce bordel !?

Johan Heliot, jeune auteur, nous livre avec *La Lune seule le sait* un magnifique ouvrage qui se situe dans la lignée du courant steampunk, un sous-sous-genre de la science-fiction (au départ inauguré par quelques auteurs d'un autre sous-genre, le cyberpunk, peut-être plus familier aux lecteurs du *Monde libertaire*, dont le représentant le plus connu reste sans doute William Gibson, auteur du fabuleux *Neuromancien*).

Le steampunk nous raconte des histoires qui se passent vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, début du XX<sup>e</sup> (essentiellement l'époque victorienne anglaise, bien qu'ici le roman se situe dans un cadre français, comme son auteur) mettant en jeu une technologie faite à base des machines (à vapeur, en métal) de l'époque – la révolution industrielle – trafiquant un peu l'Histoire (ce qu'on appelle une uchronie) pour mettre en scène des personnages qui se retrouvent jouer des rôles inattendus.

C'est ainsi que Louise Michel... mais laissons au lecteur la joie de la découverte !

Au-delà du genre, *La Lune seule le sait* nous raconte l'histoire d'une révolte, d'une lutte pour la liberté. Sans doute pourra-t-on y lire le récit d'une révolution faite sur le mode insurrectionnel qui n'a sûrement plus toute sa pertinence aujourd'hui, mais c'est bien là l'intérêt du steampunk que de pouvoir se le permettre. Et puis, qui peut de toute façon nous dire de quoi demain sera fait, hum ?

Proche d'un *Les Dépossédés* (d'Ursula K. LeGuin) pour l'impression d'amère victoire qu'il peut nous laisser (le roman de LeGuin n'est pas du tout steampunk ; écrit bien avant l'apparition du genre, c'est de la science-fiction « classique »), ce roman réservera cependant de nombreuses bonnes surprises au lecteur. La fin, pleine de rebondissements, est riche en suspense, ce qui ne gâche rien à l'ensemble.

Bref, une lecture à conseiller tant au lecteur familier du genre qu'au néophyte, qui y trouvera, par l'intérêt « historique » de la chose, une bonne introduction à un genre qui peut paraître obscur vu de l'extérieur, comme l'est la science-fiction en général de toute façon ; ce qui est bien dommage, vu la richesse de cette littérature.

Cédric. – groupe de la Villette

*La Lune seule le sait*. Johan Heliot. Les éditions Mnemos. 110 F.

CINÉMA

## Cannes 2001 : amour et liberté

LES FAITS DIVERS SANGLANTS créent toutes sortes de fascinations : exemple récent, deux films autour du cas des sœurs Papin, nouvelles mises en scène de la pièce de Genet, « Les bonnes ». Roberto Succo de Cédric Kahn se base sur un livre de Pascal Froment « Je te tue. Histoire vraie de Roberto Succo, assassin sans raison », éd. Gallimard, qui analyse les éléments connus du personnage et du célèbre fait divers des années 80, mais ne donne aucune interprétation linéaire du phénomène. Originaire de Mestre, Venise, Succo tua sauvagement ses parents. Interné en Italie, il

travail de « fabricant » de voitures au profit de la « création » d'automobiles. Que deviennent les créateurs dans cette nouvelle donne ? Plein d'humour, Godard propose des structures hors festival pour réunir les « vieux » de la Nouvelle Vague, les anciens de la rédaction des *Cahiers du Cinéma* devenus cinéastes : montrer les films refusés de Rohmer et de Rozier avec les films sélectionnés (Rivette et Godard) pour que la création fasse des vagues et que toutes et tous se ressourcent au contact des jeunes réalisateurs programmés par la Quinzaine des réalisateurs ou la Semaine de la critique... Amour et

sûr de sa perception des hommes et des choses. Le travail plastique inimitable de Sokourov part d'une recherche historique profonde : son esthétique libère l'imagination. Lâcher le pouvoir crée clarté et lumière. À nous de la saisir.

Nanni Moretti travaille une toute autre dimension du deuil. La mort du fils survient brutalement : c'est la fissure, la fêlure qui arrive dans une famille des classes moyennes. Sur un modèle de société calibré, Moretti travaille la dimension du dérèglement. Chacun fait son deuil à sa façon, le père, Moretti acteur, le refuse. Dans tous les films de Moretti, il y avait tentative de recoller les morceaux, que les amoureux ne se quittent pas, que la famille ne s'effrite pas, que les fleurs poussent et les chansons continuent. Moretti s'est toujours prononcé pour une Italie politiquement engagée et en lutte. Dans *La chambre du fils*, cette dimension politique est souterraine, mais elle est présente. L'Italie de Berlusconi ne fera jamais le deuil de rien. Et c'est pour cela, que le film de Nanni Moretti est un grand film personnel et universel. (sortie nationale le 18 mai).

Ainsi la famille reste-t-elle le bastion numéro un à éliminer ou à maintenir, les cinéastes de par le monde traquent le phénomène avec une belle unanimité : au Japon, Aoyama constate son éclatement, identifie le virtuel et l'Internet comme agent possible de la destruction des liens sociaux. Au marasme affectif s'ajoute la crise économique. Le patron d'une grande boîte d'informatique arrive au point de non-retour. Femme et fille s'installent dans la maison des parents à la campagne. Le retour aux origines pour sauver le noyau familial ? Restaurer le lien affectif, garant du lien social : *Desert Moon* ne propose rien d'autre. Faut-il passer par le meurtre du père ? Les films devenus adultes déchiffrent enfin le symbolique. Pas de meurtre réel, mais distance et discussion pour le fils du *Pornographe* dans le film de Bertrand Bonello, fils en rupture avec la société du profit. Il ne veut pas succomber aux sirènes du tout « sexuel » comme son père, le tout « politique » des ex-soixante-huitards : il veut jouir de chaque instant, s'offrir les plaisirs à sa portée, mais les partager.

Heike Hurst (Radio libertaire)



Le Pornographe

devient hors la loi en France, en Savoie, lorsqu'il tua un policier qui s'interposait lors d'un vol de voiture. Koltès lui consacra une pièce de théâtre, celle-ci fut interdite en Savoie tout comme le film. À Cannes, au lieu d'aller le voir, des policiers manifestaient contre le film qui montrerait un tueur de flics en action. Mais le film ne parle pas en ces termes des actions ou réactions de Succo : il montre Succo, personnage multiple et extrême : Succo, l'amoureux de l'innocente Léa, (Isild le Besco), Succo, le braqueur, voleur, tueur, ses cavales et sa fin (son suicide en prison, en Italie) ; Succo, le résistant à l'ordre établi, le révolté qui s'évade des prisons réelles et imaginaires – monté sur le toit de la prison, il dit en toute lucidité, « voici un visage du capitalisme », et « je ne saute pas, ce n'est pas assez haut pour mourir » : Succo et ses rencontres, l'amoureux transi ou le psychotique qui sème la terreur, le hors-la-loi et sa fascination pour les armes. Toutes ces pistes sont travaillées, analysées, mais un mystère subsiste. Criminel d'exception ou fou dangereux, le verdict qui mettrait tout le monde d'accord, ne tombe pas. Le film se nourrit de la présence d'un homme aux yeux transparents qui interprète Succo avec une vérité hallucinante : Stefano Cassetti. (sortie nationale, 16 mai).

Godard trouve des mots pour faire de l'*Eloge de l'amour*, (sortie nationale 16 mai), un traité à l'usage de tous ceux qui préfèrent faire ce qui ne se fait pas. Le présent est filmé en noir et blanc, les couleurs psychédélics peignent le passé, la réflexion est tonique et permanente. Il épingle les déviations de langage des publicitaires, Renault abandonne ainsi son

anarchie dirigés par un vieux maître : Rivette crée un film où l'amour du théâtre et de la vie crée le théâtre de la vie et la vie mise en scène comme au théâtre : *Va savoir* est une comédie de mœurs avec un zeste de suspense et un zeste de zen, inquiétant et surréaliste, drôle et philosophe, Heidegger et un duel à la vodka se mélangent au fil des passions... C'est du cinéma léger et profond, spirituel et drôle, une pochade à la Feuillade, séries chères au cœur de Rivette.

### Deuils impossibles et obligés

Deuil du pouvoir pour *Taurus*, film ténébreux de Sokourov. Film sur Lénine, la folie du pouvoir, situé en 1922 dans une Russie ruinée et ravagée (5 millions de morts de la famine en Ukraine, début de la NEP). Lénine est au seuil de la mort. Visite de Staline : « Qui est cet homme ? Est-il georgien ? » s'interroge-t-il, plus très

## copinage

**Josette Kalifa** chantera les 24 et 26 mai au **Forum Léo Ferré** (11, rue Barbès, Ivry-sur-Seine) ; **Casse-pipe** le 25 mai et **Alain Aurenche** le 31 à 21 heures (ouverture des portes à 19h30, bar et petite restauration froide). Places : 80 F ; 70F. Tél : 01 46 72 64 68. Café littéraire le lundi 28 avec Didier Daenincks (entrée libre).

La compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir) réalise un spectacle de théâtre-forum avec 20 habitants de 6 villes et 8 comédiens de la compagnie : **Les résistants du quotidien dans la guerre économique**. Samedi 2 juin à 20 heures à la Laiterie à Strasbourg.

**René Binamé** sera en concert au Wagon de Saint-Brieuc dans le cadre du Fucking Art Rock Festival le vendredi 1 juin.

La compagnie Jolie Môme joue « **Barricade** » d'après Adamov au théâtre de l'Épée de bois (cartoucherie de Vincennes) jusqu'au 27 mai. Du 30 mai au 3 juin : nouvelles représentations de « **Camarade Prévert!** », en hommage au Prévert du groupe octobre. Places 100F et 70 F. Réservations : 01 48 08 39 74.

radio libertaire  
Paris • 89.4 MHz

jeudi 24 mai à 18h 30 :

*Si Vis Pacem*: la presse militariste fait la guerre jusqu'à la Toile.

vendredi 25 mai à 22h 30 :

**Jazz en liberté**: Jackie McLean quartet en public (1991) ; Marion Brown quintet (1966) ; Arthur Blythe trio (1977) ; Steve Coleman and Five Elements en public (1993) ; Doudou Gouirand sextet (1998) ; Ornette Coleman quartet (1959).

mercredi 23 mai à 10h 30 :

**Blues en liberté**: Nouveautés et rééditions.



Né le Premier Mai 1884 à Nancy, Eugène Dieudonné est impliqué dans l'affaire Bonnot, quand Peemans et Caby, employés à la Société générale prétendent le reconnaître comme leur agresseur dans l'attentat de la rue Ordener, à Paris, le 21 décembre 1911.

Arrêté le 29 février 1912, Dieudonné comparait le 3 février 1913 avec les rescapés de la bande à Bonnot devant la cour d'assises de la Seine. Bien que Garnier d'abord, Bonnot ensuite l'aient innocenté, que lui-même proteste de son innocence... il est condamné le 28 février 1913 à la peine de mort, peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Au bagne, il tente plusieurs fois de s'évader et y réussit le 6 décembre 1926. Il est finalement gracié après les campagnes d'Albert Londres et de Louis Roubaud. Il meurt le 21 août 1944.

**Eugène Dieudonné**. Philippe Blandin. Collection « Graine d'ananar ». Co-édition Alternative libertaire. 64 pages. 30 F.

## Communiqué sur le conflit de la Star

LE GROUPE LA COMMUNE DE la Fédération anarchiste, qui a exprimé son soutien au personnel en grève du Service de Transport de l'Agglomération Rennaise (STAR), considère que leur action était totalement justifiée et salue la détermination et la ténacité des grévistes.

Nous dénonçons les pressions de tous bords exercées sur les grévistes, les poursuites judiciaires et les contre-vérités propagées par la direction de la régie et les élus : ceux-là même qui décident la fermeture de lits d'hôpitaux, de classes... n'ont de leçons de service public à donner à personne.

Nous considérons que la solution véritable qui garantit réellement l'égalité des citoyens, est la gratuité des transports en commun comme de l'ensemble des services publics. Cette solution est applicable immédiatement, nous l'affirmons : ce sont en effet les subventions diverses qui assurent l'essentiel du financement des transports en commun, et nombre d'économistes, qui n'ont pourtant rien de révolutionnaire, admettent que les usagers ne paient en fait que la fabrication des tickets, l'entretien des machines à composer et les contrôleurs. La gratuité, même dans le système actuel, reviendrait donc moins chère à la société, provoquerait moins de conflits de tous genres, et assurerait l'égalité de toutes et tous dans l'accès au service au public. Mais, dans un système capitaliste qui ne reconnaît et ne valorise que des rapports marchands et d'exploitation, l'idée même de gratuité est interdite.

La Fédération anarchiste appelle tous les usagers, qui sont aussi le plus souvent des travailleurs et des travailleuses, à exiger la gratuité des transports publics.

Groupe La Commune  
(Rennes)

### Baptême de la station de métro Eugène Varlin

Le 28 mai 1871, Eugène Varlin - relieur, militant ouvrier et internationaliste - est arrêté pendant la semaine sanglante de la Commune, roué de coups, puis fusillé par les hordes versaillaises, après s'être écrié « Vive la république, vive la commune. » À la création de l'Internationale, Varlin adhère à l'organisation et devient un des secrétaires du bureau parisien. Il sera délégué au congrès de l'AIT à Genève en 1868, et de Bâle en 1869. Contraint de s'exiler en Belgique pour se soustraire à une condamnation en 1870, suite à la répression qui s'abat sur l'AIT, il rentre en France à la chute du Second Empire. Il devient commandant d'un bataillon de la garde nationale, puis participe aux élections du 8 février 1871. À partir du 18 mars, premier jour de l'insurrection de la Commune, il fait parti du comité central de la garde nationale. Varlin participera aux derniers combats avant de tomber.

Cent trente ans plus tard, le 12 mai 2001, dans le cadre du souvenir de la Commune et des victimes de la répression bourgeoise, la station de métro montmartroise « Abbesses » a été débaptisée pour être renommée « Eugène Varlin », malheureusement pour quelques heures seulement.

Pascal. - groupe Louise-Michel (Paris)

## Loft pourri, et après ?

TOUT LE MONDE EN PARLE. IL EST VRAI QU'IL Y A beaucoup à en dire... Certains y voient avant tout la banalisation de l'anéantissement de la privée tel qu'il est actuellement en cours dans l'ensemble de la société. « Souriez vous êtes filmés » avait donné rendez-vous à tous ceux qui sont dégoûtés par l'odeur de pourriture de « Loft story » le 12 mai devant le siège de M6 afin de déposer des poubelles. L'opération fut un succès. Au moins 150 personnes étaient au rendez-vous; presque autant de journalistes que de citoyens refusant l'abêtissement et la banalisation de la vidéosurveillance. « micro, caméras, psychiatre, nous serons pas des souris en cages. Non au centre d'apprentissage à la soumission ! » Les poubelles plutôt sagement déposées dans un premier temps furent assez vite plus joyeusement balancées... Quelques tomates, quelques œufs aussi. L'enseigne de M6 est même un peu tombée...

Le porte-parole de « Souriez vous êtes filmés » annonçait qu'il était heureux d'avoir lancé un mouvement qui l'avait dépassé. En effet, une initiative plutôt complémentaire que concurrente venait de Zalea TV qui organisait un jeu nommé « Loft raider » et proposait ce même jour de « libérer les otages » du loft, plaine Saint-Denis. Là aussi, beaucoup de monde au rendez-vous.

« Souriez vous êtes filmés » avait appelé à un élargissement à l'hexagone, c'est ce qui s'est passé : d'autres interventions ont eu lieu à Nantes, Toulouse, Marseille. Pour la

première fois, un débat public sur la vie privée a été ouvert au plan national, au-delà des milieux militants. Bien sûr, les propos du collectif devant M6 sur « Loft story », reflet d'une société de surveillance ont été peu repris dans les médias; mais « Souriez vous êtes filmés » estime que c'est le moment ou jamais d'ouvrir la brèche sur la société de surveillance.

Il est vrai qu'il ne faudrait pas donner à cette émission navrante un rôle plus important que celui de symptôme d'une société malade mais aussi celui d'indicateur de la tendance totalitaire prise par la démocratie bien pensante. Il ne s'agit bien sûr pas de faire de la publicité à « Loft story » mais de dénoncer le fait qu'elle est en fait l'aspect spectaculaire d'un phénomène en cours dans l'ensemble de la société. Mais là, si nous sommes tous surveillés, nous ne sommes pas tous consentants, y compris même si nous étions payés un salaire de misère comme le sont les « candidats ».

Du 9 au 15 juin aura lieu une semaine nationale d'actions contre la vidéo-surveillance (1) sur le thème « Stoppons l'épidémie » : à Toulouse, Paris, Nancy, Lyon, Montpellier, Lunel, Valence, Belfort, Saint-Etienne... des collectifs autonomes se manifesteront de diverses manières.

N'abandonnons cependant pas la dénonciation de cette nouvelle pièce essentielle du panoptique totalitaire.

LF

(1) Dans laquelle sont impliquées « Souriez vous êtes filmés » et la Fédération anarchiste.



## En bref... En bref... En

■ Parution du numéro 14 de la lettre des militant-e-s syndicalistes libertaires (mai 2001). Au sommaire : « les patrons licenciés, licenciés les patrons » ; réussir les mobilités du 22 mai et du samedi 9 juin. PARE/PAP : le 1er juillet, la chasse aux chômeurs est ouverte; Réforme des collèges : poudre aux yeux de Perlinpinlang! Traminots : en

lutte pour la retraite à 55 ans; Fonction publique : Sapin plombe le pouvoir d'achat des salariés du public. Précarité : des chiffres parlants d'eux-mêmes; Emplois-jeunes : la perennisation... de la précarité. Envoi d'un numéro gratuit sur demande : lettre msl c/o librairie la Plume Noire 19 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

■ La brochure sur les sectes du CRASER-FA est en ligne sur le site de la FA de Rennes. [www.multimania.com/farennes/craserfa.html](http://www.multimania.com/farennes/craserfa.html)

■ Retrouvez la FA sur les ondes de Radio Périgueux (102.3). « Basta Ya » chaque jeudi de 14 h à 15 heures. Emission rediffusée le samedi

### Répression au sommet de Nice

#### Bilan de la solidarité financière

Les chats niçois turbulents (dont plusieurs membres de la FA), inculpés le 7 décembre dernier suite au contre sommet européen puis relaxés le 1er mars, avaient ouvert une souscription (relayée notamment par *Le Monde libertaire*) pour les aider à faire face au coût de leurs démêlés judiciaires.

Nous remercions chaleureusement les nombreux donateurs et nous tenons à vous informer de l'état de la souscription. Il reste exactement 6628,02 F, après avoir dépensé 7294,98 F en frais de transports pour se rendre au tribunal, payer l'avocat et tirer des tracts.

Une solidarité en appelant une autre, nous pensons qu'il est tout à fait logique que l'argent restant aille aux personnes ayant, pour les mêmes raisons ou les mêmes idées, des tracasseries avec la justice bourgeoise. Ainsi, nous avons redistribué 500 F à un militant antimilitariste stéphanois inculpé lors d'une contre manifestation pendant le festival de musique militaire (relaxé mais condamné à payer 10 000 F de frais de justice). Nous avons redistribué ensuite 500 F en soutien au FTP (antifasciste marseillais). Enfin, nous sommes en lien avec des militant arrêtés à Prague, à Davos, à Québec et nous vous informerons des soutiens que nous allons leur apporter. Contre le capitalisme, solidarité internationale.

Les chats niçois turbulents

c/o CNT, Bourse du travail, 42028 Saint-Etienne cedex 1.

(à la même adresse, on peut contacter le groupe Penser/Agir de la FA)

## A G E N D A

### vendredi 25 mai

● **LYON** : Soirée du **Ciné Club Libertaire** à 21 heures, avec « Fraise et chocolat » de Tomas Gutierrezalea et Juan Carlos, au café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc, 1er (entrée par l'allée).

### samedi 26 mai

● **BORDEAUX** : La cantine Mac, No! organise un repas le dernier samedi de chaque mois. La préparation dure toute la journée (avec relais). **Le repas commence vers 20 heures**. Il est à prix libre avec l'indication du coût de revient. Athénée Libertaire, 7 rue du Muguet.

● **PARIS** : Discussion sur l'engagement des écrivains à la fin du dix-neuvième siècle, à partir de la lecture de textes (lettres, journaux, romans...) à la bibliothèque La Rue sur « **Les écrivains face à la Commune de Paris** » à 15 h 30, 10 rue Robert-Planquette (18<sup>e</sup>).

● **POITIERS** : L'Union locale des syndicats CNT organise une **journée Poitiers anticapitaliste**. 16 h : rassemblement place du Maréchal Lelerc; 17 h : conférence-débat sur la refondation sociale, salle Timbaud (Maison du peuple, rue Saint-Paul); 20 h : concert, ateliers musicaux de Syrinx (bd de la Digue).

● **LYON** : Journée conviviale de soutien au groupe Durruti de la FA (groupe étudiant/Lycéen), à partir de midi à la **librairie la Plume noire** (19, rue Pierre Blanc, 1<sup>er</sup>). Apéro, Bouffe, Vidéo « Le dictateur » de Charlie Chaplin et concert en soirée pour plus de renseignements contacter La plume noire (04 72 00 94 10).

### dimanche 27 mai

● **LILLE** : Le groupe FA de la métropole lilloise organise l'Anar'Quatre Heures, un « **gouter-débat** » autour de café, thé, chocolat et gâteaux pour une discussion impromptue. Le thème de ce mois : l'armée. 16 heures, Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar (M<sup>e</sup> Porte des Postes).

### mardi 29 mai

● **SAINT-ETIENNE** : Le groupe Penser/Agir organise une réunion publique sur la **gratuité des transports** (intervenant : Wally). Salle Sacco et Vanzetti, Bourse du Travail à 19 heures.

### mercredi 30 mai

● **CLERMONT-FERRAND** : Le groupe Spartacus organise une **conférence-débat à 19 h 30** « Les politiques de la ville : le nouvel ordre sécuritaire » avec J-P Garnier, sociologue, à l'ancien lycée Blaise Pascal (2, rue du Mal Joffre), salle A9.

### samedi 2 juin

● **MARSEILLE** : Le CIRA organise une conférence-débat « **Nature ou culture ?** » avec Pierre Jouventin, à 15 heures au 3 rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

### vendredi 8 juin

● **ROUEN** : Débat autour du film « **Ouvrières du Monde** », à 20 h 30 à la Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire Rouen.

### samedi 9 juin

● **PARIS** : **Fête du livre libertaire** (neuf et occasion) à partir de 17 heures au 33, rue des Vignoles (20<sup>e</sup>). A 19 heures, débat autour du livre « De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire ».